

FACE À UN POUVOIR TRÈS PERMISSIF

# L'islamisme politique se replace

**La déferlante islamiste de type salafiste qui s'abat sur le pays ces dernières années risque, à terme, de mettre en péril l'Etat et la nation algériens. La menace est d'autant plus réelle que l'Etat, au plus haut niveau, mais aussi à ses niveaux les plus subalternes, assiste en spectateur face à ce phénomène, lorsqu'il ne lui livre pas des sectes entières où le «wahhabisme» est en train de réussir ses plus importants investissements.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Des secteurs clés comme l'école, les médias, la justice, le commerce, la culture, le mouvement associatif, une grande partie des mosquées, et bien d'autres segments sont dominés par les salafistes qui disposent de moyens colossaux, grâce à des financements provenant généralement du Golfe. L'influence de ce réseau, terriblement efficace, est tellement considérable que même les partis islamistes traditionnels en sont parfois submergés ! Certes, le phénomène est mondial, mais c'est tout de même curieux qu'il prenne le plus d'ampleur dans un pays comme l'Algérie. Un pays qui a, sans doute, été le plus violemment et le plus durablement ensanglanté par l'islamisme politique depuis son avènement à partir des années 80,

lorsque les «Frères musulmans» d'Egypte ont réussi à s'infiltrer progressivement, par petites vagues, sous Ben Bella puis Boumediène, avant que la «méta-stase» ne se propage de manière spectaculaire, sous Chadli. C'est durant cette période qu'apparaîtra «la sahra» de triste nom qui donnera naissance aux premiers leaders intégristes comme Abassi Madani, Mahfoud Nahnah, Abdallah Djaballah, Ali Belhadj et bien d'autres encore.

La «sahra» infiltrera notamment l'université où l'on assistera au premier assassinat politique islamiste, celui de Kamel Amzal à la cité universitaire de Ben Aknoun en 1982. Le chef spirituel du mouvement intégriste en Algérie, l'Egyptien Cheikh El Ghazali, trouvera à cette époque, une tribune inespérée pour verser son venin :

la télévision unique algérienne. Le premier maquis terroriste, celui de Bouali, verra également le jour durant cette période et le phénomène islamiste prendra une ampleur nouvelle avec la crise brutale qui frappera les marchés pétroliers dès 1986. Une ampleur telle que l'ouverture au multipartisme au lendemain des événements du 5 Octobre 1988 sera d'emblée infectée par l'islamisme politique qui connaîtra, alors, sa concrétisation la plus vulgaire, la plus violente et la plus rétrograde dans un parti fasciste, le Front islamique du salut, dont l'avènement continue de constituer, de nos jours encore, un tournant dramatique dans l'histoire de l'Algérie indépendante.

Les signes distinctifs de l'islamisme salafiste, étrangers jusqu'alors à la société algérienne, feront une brutale apparition et imposés de force par un FIS conquérant et défiant l'autorité chancelante du pouvoir de Chadli. Généreusement financé par les Saoudiens, les Iraniens et...la France de Mitterrand, ce parti intégriste dominera la rue, prendra les APC qu'il soustrait à toutes les lois de la République, multiplie les «marchés populaires», instaure de

véritables petits Etats islamiques un peu partout à travers le pays et, surtout, il constitue sa propre armée, les sinistres «afghans» qui, d'ailleurs, se transformeront immédiatement après l'arrêt du processus électoral, en premiers noyaux des groupes terroristes du FIS, à savoir le GIA et l'AIS.

L'Algérie, sauvée d'une disparition certaine grâce à l'arrêt du processus électoral suicidaire qui allait consacrer la victoire «finale» du FIS en janvier 1992, n'en fera pas moins face à un terrorisme d'une barbarie inouïe et sans précédent dans l'Histoire de l'humanité. Un terrorisme qu'elle réussira à écraser grâce à la mobilisation générale de la société mais, surtout, à l'armée et aux services de sécurité, et ce, malgré un embargo international des plus asphyxiants. Un embargo que des Algériens, les alliés du FIS congloméré autour d'un slogan anti-national, le «qui-tue-qui ?» ont réclamé et soutenu de toutes leurs forces.

N'empêche, la grande nuisance du terrorisme sera réduite à sa plus simple expression à la fin des années 90. Cependant que, comme le constatera amèrement le défunt chef d'état-major de

l'ANP, le général-major Mohamed Lamari, en 2002 déjà : «Le terrorisme est certes militairement vaincu, mais l'intégrisme est, lui, intact.» Un constat plus valable en 2016 qu'à cette époque-là ! En 2016, il est même ce paradoxe typiquement algérien où le pouvoir a certes réduit à néant la présence des islamistes au gouvernement et à sa simple expression leur représentativité au Parlement, mais leur livre, en contre-partie, tout le reste ! Au point où, à plusieurs occasions, ce sont les islamistes qui imposent leurs décisions au gouvernement. Pire encore, qui lui imposent de revenir sur des décisions souveraines à la suite d'une menace de manifestation, voire même d'un article ou d'un «prêche» de presse ! Tout cela, en temps de paix, en plus !

Cette posture de «lâcheté» politique de la part d'un pouvoir pourtant plus fort que jamais est du genre de situation dont raffolent le plus les islamistes qui s'emparent de pans entiers de l'Etat et de la société, à moindres frais. Ils n'ont même plus besoin de gagner une élection pour appliquer leur programme...

K. A.

POUR ABDALLAH DJABALLAH

## La nouvelle Constitution «profite au courant laïque»

**Le président du Front pour la justice et le développement persiste et signe, la nouvelle Constitution adoptée dimanche dernier porte l'empreinte du clan laïque du pouvoir et consacre, selon lui, «maintes ruptures d'avec nombre de valeurs du pays».**

**M. Kebci-Alger (Le Soir)** - Abdallah Djaballah, qui s'exprimait, hier mardi, au forum du quotidien *Essaout el Akhar*, en a voulu pour preuve tangible de son constat, un «passage» du message du président de la République aux parlementaires lu en son nom par le président du Sénat à l'issue du vote dudit projet de révision constitutionnelle. Ledit passage, selon le conférencier, soutient que cette Constitution s'assigne, entre autres objectifs, de construire une «société de valeurs démocratiques et républicaines». Ce que Djaballah décrypte comme une «velléité non avouée de laïcisation de l'Etat et du peuple». Ceci via, a-t-il expliqué, nombre de ruptures que cette nouvelle Constitution consacre avec l'histoire de la nation intimement liée avec la religion musulmane. «Je suis triste qu'ils aient mis un clou rouillé dans le corps de la nation», a-t-il soutenu, estimant que cette nouvelle Constitution «travaille le courant laïque».

Et comme pour appuyer son assertion, Djaballah a donné en exemple la cas de la langue amazighe à laquelle ce même courant «voudrait imposer la graphie latine au détriment de la transcription arabe» qui aurait été, selon lui, un «autre facteur de cohésion nationale».

Et d'aller à contresens de l'histoire toute récente du combat identitaire en soutenant que c'est la mouvance islamiste, lors d'une manifestation féminine en 1989, qui avait été la première à porter la revendication à travers un mot d'ordre amazigh transcrit en caractères arabes, passant sous silence «l'aversion pour ne pas dire autre chose», que nourrissait cette mouvance verte dans sa globalité, aux aspirations identitaires portées par des générations de militants bien avant.

Soutenant avoir refusé la toute première

offre de poste de secrétaire général du ministère des Affaires religieuses et des Biens waqfs, qui lui aurait été faite en 1981 par les «services», en contrepartie de son renoncement à son activisme au sein du

mouvement des Frères musulmans dont il soutient être le fondateur incontesté et incontestable, Djaballah a soutenu que l'ancien patron du défunt DRS n'était pas le seul à être derrière ses mésaventures au sein

des mouvements Nahda puis Islah desquels il a été éjecté, puisque bien d'autres, citant le général Betchine, ont été de ces mouvements de redressement.

M. K.

NOUVELLE CONSTITUTION

## Le livre blanc de Benflis

**Comme pour la dernière élection présidentielle, Ali Benflis a cru utile de consacrer au projet de révision de la Constitution adopté dimanche dernier un livre blanc.**

Une démarche politique qui participe, selon le président du parti des Avant-gardes des libertés qui rencontrait à l'occasion, les gens des médias, hier mardi, pour tenir informée l'opinion publique des «desseins inavoués, des objectifs véritables et du caractère foncièrement inutile de cette révision constitutionnelle». Ceci même si «le parti a eu à se prononcer régulièrement sur cette révision constitutionnelle et a eu à exprimer son opinion et prendre clairement sa position à chacune des étapes qu'elle a franchies».

Pour l'ex-chef de gouvernement, quatre mobiles justifient cette initiative : «relever combien les suspensions, les doutes et les craintes qu'elle avait suscités étaient justifiés, mettre le doigt sur le fait que le peuple algérien —qui est le seul constituant— a été totalement exclu de l'intégralité du processus de révision constitutionnelle. Un peuple, a poursuivi Benflis, «loin d'être aussi naïf ou indifférent que certains le croient, qui est parfaitement conscient de ce qu'il n'a rien à attendre de cette révision constitutionnelle et qu'il

est intimement convaincu que cette révision constitutionnelle n'a jamais été conçue pour aider notre pays à sortir de l'impasse politique, économique et sociale vers laquelle le régime politique en place l'a mené».

Et de préciser que ce livre blanc vient apporter «les preuves confirmant que la révision constitutionnelle n'est qu'un autre jeu du sérail, qu'elle est foncièrement inopportune et inutile et qu'elle est destinée seulement à différer le règlement de la crise de régime et non à la résoudre».

Pour le double candidat aux élections présidentielles d'avril 2004 et 2014, «notre peuple doit savoir que contrairement à tout ce que prétendent ses auteurs, cette révision constitutionnelle ne change rien de fondamental ou d'essentiel dans la nature du système politique algérien», en ce sens que, a-t-il poursuivi, ce livre blanc montre clairement «qu'avant, comme après la révision constitutionnelle, le système politique algérien est personnalisé à l'extrême, qu'il est bâti sur le culte de l'homme providentiel, qu'il est autocratique



Ali Benflis.

et qu'il est totalitaire» et montre «comment la révision constitutionnelle a accentué la personnalisation du pouvoir et comment elle a conforté la concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul homme».

Le président du parti des Avant-gardes des libertés avance également un quatrième motif de sa démarche, son souci que notre opinion publique nationale doit savoir que «le mal profond dont souffre notre pays n'est pas dans la Constitution mais dans le système politique lui-même, c'est-à-dire dans la mentalité, dans la culture, dans

les pratiques et dans les comportements de ce système qui croit fermement que sa place est au dessus de la Constitution et des lois de la République».

Et d'ajouter que le livre blanc démontre que sans une refondation du système politique algérien, les révisions constitutionnelles sont de nul effet.

C'est l'Etat de droit qui confère à la Constitution sa sacralité, c'est lui seul qui impose son respect. En l'absence de l'Etat de droit, la Constitution n'a ni sens ni substance ; elle n'est que la devanture du non-droit».

M. K.